

Edito | Lendemain de manifestations

A Bordeaux, comme à Paris, les casseurs qui, depuis la crise des Gilets Jaunes, manquaient de vitrines à défoncer et de voitures à incendier, ont terni l'ampleur des manifestations organisées sur le thème de la « Marche des Libertés » qui ont souvent mobilisé nombre de citoyens, au-delà des consignes de la Ligue des Droits de l'Homme, d'Amnesty ou des journalistes et de leurs organisations. Des citoyens, dans beaucoup de villes, sincèrement inquiets pour la liberté de l'information. Qu'elle émane du travail de professionnels dont c'est le métier, ou de l'initiative de citoyens à qui, notamment, l'abominable passage à tabac dont un producteur de musique a été victime à Paris n'a heureusement pas échappé. Merci à ces vidéastes de circonstance.

Ces actes que l'on veut bien croire isolés, au sein de la police nationale, et qui ne sauraient en rien justifier l'agression dont certains policiers ont été victimes de la part des casseurs tout de noir vêtus du côté de la Bastille, à Paris ce samedi, n'ont pas seulement à être condamnés et sanctionnés par le ministre de l'intérieur... Non plus qu'à faire « honte » à un Emmanuel Macron qui a placé à la tête de la préfecture de police de la capitale un homme dont nous avons aperçu le fort penchant au cynisme, dans ses habits de préfet à Bordeaux...

Ils nécessitent bien plus qu'une nouvelle rédaction, ou mieux encore la suppression d'une article dangereux d'un projet de loi ou la saisine maladroite d'une commission venant court-circuiter le rôle du Parlement : le rappel des valeurs républicaines et des exigences qu'elles requièrent et que Frédéric Veaux, directeur de la police nationale que nous avons connu et apprécié, il y a peu, à la tête de la préfecture des Landes, rappelle dans le Journal du Dimanche. Et, qu'au delà du rappel qu'il fait de la révocation de 39 policiers cette année et de 34 en 2019, il soit prêté la plus grande attention aux possibles dérives racistes de certains, confondant leurs appartenances ou proximités politiques avec leur mission d'intérêt général.

Quant aux casseurs, façon Black Blocs parisiens qui s'apparentent à une internationale de l'action directe plus ou moins matinée d'idéologie où l'ultra gauche anticapitaliste peut côtoyer la droite extrême, il faut tout faire pour éviter de leur laisser la possibilité de pervertir la parole citoyenne, composante d'une démocratie vivante. C'est affaire d'organisation préalable aux manifestations et au respect de celles-ci en mettant en œuvre, pour tous ceux des casseurs que la police interpelle en flagrant délit, des comparutions immédiates qui seront accompagnées de travaux d'intérêt général plutôt que d'un hypothétique emprisonnement aux conséquences souvent dévastatrices.



Joël Aubert

Credit Photo :

Publié sur aqui.fr le 29/11/2020

[Url de cet article](#)